

**Lettre aux comités locaux et à toutes celles et ceux qui
aimeraient comprendre où on en est sur la ZAD**

Mai 2018



« Il paraît que c'est très difficile de suivre de loin ce qui se passe, et du coup on voulait raconter les derniers mois à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. On présente dans ce texte ce qu'on comprend de ce qui se passe. »

**Lettre aux comités locaux
et à toutes celles et ceux qui aimeraient
comprendre où on en est sur la ZAD**

Mai 2018



Il paraît que c'est très difficile de suivre de loin ce qui se passe, et du coup on voulait raconter les derniers mois à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. On présente dans ce texte ce qu'on comprend de ce qui se passe. C'est pas trop nos analyses ou nos sentiments par rapport à la situation : on essaye de présenter une diversité d'opinions même si on n'est pas d'accord – on n'est même pas d'accord entre écrivain.e.s ! Les écrivain.e.s, d'ailleurs, sont quelques personnes qui habitent sur la zone et ont l'habitude de s'organiser ensemble, dans le même groupe politique.

Victoire et peurs

L'annonce de l'abandon du projet d'aéroport le 17 janvier 2018, c'était pour une bonne partie du mouvement la victoire d'un long combat qui donne force et motivation aux autres luttes. Pour une fois une lutte a gagné contre un projet de l'état porté par des grosses entreprises. Mais pour d'autres, la phase d'après semblait difficile et donnait plein d'inquiétudes. Le gouvernement annonçait en même temps que l'abandon le « retour à l'état de droit », alors que tout ce qui se fait sur la zone est décidé par nous qui y vivons et nous y impliquons. Comment va-t-on pouvoir continuer avec tout ce qui s'est construit humainement ou matériellement sur cette zone ? Beaucoup d'entre nous n'étaient pas là que contre un aéroport. Comment va-t-on continuer à lutter contre « son monde », en particulier dans le contexte actuel de la politique de Macron et du développement mondial du libéralisme ?

Tout est allé très vite : D281 et compagnie

À partir de là, le rythme, à la fois dicté par le gouvernement et repris par beaucoup d'entre nous, était très rapide et il n'y avait souvent pas assez de temps pour discuter des choses ensemble avant de prendre des décisions politique complexes ou difficiles parce qu'il s'agissait souvent de faire des compromis avec nos idéaux.

Une de ces décisions très conflictuelles était le dégagement de la « route des chicanes » ou D281 qui était ouverte au ralenti depuis 2013. À partir du lendemain de l'abandon, on discute de lâcher la route dans de très longues assemblées. Les avis sont très divergents : pour les un.e.s, c'est nécessaire de la lâcher pour ne pas prendre le risque que les flics reviennent tout de suite pour la dégager et ainsi en profiter pour expulser des lieux ; pour beaucoup c'était nécessaire comme signe aux voisin.e.s que c'est plus facile de passer maintenant qu'il n'y a plus d'aéroport. Mais pour beaucoup cet acte représente l'abandon d'un des lieux les plus forts de la ZAD en en faisant cadeau à l'État pour préparer le terrain pour les expulsions qui étaient aussi clairement évoquées à partir du 31 mars dans l'annonce de l'abandon du projet. Parmi ceux qui accepteraient le dégagement de la route, certain.e.s considèrent que ce n'était pas le bon moment,

et la Tarte dans le grand ouest. La Pré Faily, visiblement oubliée sur les cartes des objectifs de la journée que le général qui commande l'opération communique chaque matin, est vraisemblablement incendiée par les gendarmes qui avaient bouclé le quartier. Entre une attaque éclair par 2000 gendarmes qui encerclent très rapidement leurs cibles et une faible mobilisation de notre côté, le bilan de ces deux jours d'opération policière est amer : tous les lieux qui n'étaient pas couverts par les fiches de « déclaration d'intention de projets » sont expulsés. Les maisons en dur, murées par les gendarmes sont démurées dans la foulée, puis réexpulsées. Illes ont même promis de revenir les détruire en prétendant qu'on les y oblige en réoccupant !

Le dimanche suivant, plusieurs centaines de personnes sont venues sur la ZAD pour divers chantiers, de la récup' de matos pour les reconstructions sur les lieux détruits au semis de sarrasin en passant par l'installation de dômes légers au Gourbi et toutes les autres activités qui se trouvent spontanément.

Et maintenant ?

On ne sait pas trop où on en est maintenant. Il y a beaucoup d'épuisement et de conflits après des semaines d'expulsions et de présence policière. Mais il reste aussi pas mal de monde qui habitait déjà sur la ZAD ou qui est venu ce printemps et qui est déterminé à rester, à continuer à lutter et à construire quelque chose ici. Il y a encore des envies de garder un genre d'ensemble qui tient dans tout ça.

Pour nombre d'entre nous, on veut continuer à défendre une zone où il y a de la place pour une diversité de positions sociales, de situations et d'opinions, un endroit où on est liés à d'autres luttes. Ces derniers temps, on a souvent l'impression de devoir choisir entre la peste et le choléra, mais on a encore des choses à essayer, avec tou.te.s ceux qui on envie.

Quelques occupant.e.s de la ZAD

Mai 2018

négligeable. Le soir, beaucoup de gens ont amené la charpente à pied jusqu'à Gourbi. C'était un moment incroyable, même si on se doutait qu'elle serait détruite dès le lendemain.

Des personnes restent assez déçues par cette journée de réoccupation spectaculaire. Il y a eu beaucoup d'autres initiatives de reconstruction : à la Chèvrerie par exemple, des gens ont reconstruit et essayé de garder leur lieu. Illes ont d'ailleurs écrit un texte à ce sujet⁴.

Il y a eu d'autres moments pour reprendre ensemble l'espace, comme les deux dimanches de jeu grandeur nature, « Passe à l'Est », et « Cuill'Est ». « Passe à l'Est » était une journée de défis et de découvertes pour revenir dans l'est et réoccuper l'espace alors que les gendarmes mobiles étaient présents tout le long de la route et dans le quartier. « Cuill'Est », quelques semaines plus tard, avait pour but de sensibiliser des personnes à cette partie de la zone, pendant qu'illes faisaient des cueillettes de plantes médicinales et comestibles pour des stocks collectifs de la ZAD.

Les journées « repotager », tous les dimanches, recréent des jardins détruits autour de l'ancienne route de chicanes et à l'est, pour continuer de faire vivre ces endroits et ne pas abandonner cette partie de la ZAD, même si les cabanes se font détruire. Pour le moment il y a eu des remises en culture aux Planchettes, aux Planchouettes, et au Sabot, avec même une planche en forme de doigt d'honneur, dédicace spéciale à l'hélico qui volait très bas au dessus des jardiniers.

Deuxième vague d'expulsions

Après la première vague d'expulsions, le gouvernement a fixé un ultimatum après son « comité de pilotage » du 14 mai pour ceux qui ne se sont pas « intégrés dans le cadre que l'État a proposé »⁵. Le 17 mai au petit matin, des centaines de gendarmes passent les barricades à pied et encerclent la forêt de Rohanne. Ils expulsent et détruisent quatre lieux de vie proches de la forêt : la Châteigne, Puiplu, la Vosgerie et la Datcha. Le lendemain, illes attaquent simultanément le Domaine et le Phoenix dans le centre, Ker Terre et la Gare dans l'est, la Freuzière

4 *Les cornes de la Chèvre* (<https://zad.nadir.org/spip.php?article5728>)

5 Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, 24 avril

qu'on aurait dû la garder comme un levier dans les négociations, ou attendre d'avoir des garanties sur les expulsions. Suite à des grosses pressions et à un rapport de force d'une partie du mouvement, la D281 a été délogée pendant des moments collectifs très tendus, des cabanes qui se trouvaient sur la route ont été démontées ou bougées dans la haie. La plus centrale, Lama Fâche, a été reconstruite sur le champ voisin dans les deux mois suivants et rebaptisée La Massacré, ou Lama Sacré. Ce moment a contribué à creuser la méfiance entre nous.

Ce qui a suivi, ce sont des travaux sur cette route, que des personnes ont tenté de ralentir ou de bloquer. Les travaux ont ensuite été accompagnés d'une forte présence de gendarmes mobiles, ce qu'on avait pas vu sur la zone depuis avril 2013. Pour certain.e.s, c'est les tentatives de résistance qui ont attiré les gendarmes alors que pour d'autres, illes avaient prévu de les envoyer dès le début, n'attendant qu'un prétexte. Ces semaines d'installation des flics sur la zone se sont finalement passées largement dans le silence et ont mobilisé très peu de personnes issues d'autres composantes pour qui c'était normal de ré-ouvrir la route ou qui étaient mécontent.e.s des tentatives de blocage par exemple.

Les craintes vis-à-vis du dégagement de la route et des travaux se sont en bonne partie confirmées dans la suite : la préparation des expulsions, vu que les flics n'ont jamais quitté la zone depuis et ont pu en profiter pour faire des repérages et habituer des gens à leur présence ; et la coupure de la zone par la route pendant les expulsions et donc un isolement de la partie est.

Un rassemblement sur la ZAD pour fêter l'abandon du projet d'aéroport, « enraciner l'avenir » et soutenir d'autres luttes a eu lieu le 10 février. Deux cortèges ont rassemblé quelques dizaines de milliers de personnes pour converger vers Bellevue où des effigies de projets sur lesquels il y a des luttes ont été brûlées. Il y a aussi eu des discussions à Lama Fâché et une soirée à Bellevue.

Négociations

Avant l'abandon de l'aéroport, le mouvement contre l'aéroport et notamment les assemblées des usages avaient déjà décidé de former une « délégation inter-composantes » pour négocier avec l'État sur le devenir de la ZAD sans aéroport en portant les décisions de l'assemblée des usages (voir la dernière lettre aux

comités¹). Après des débats difficiles, les assemblées des occupant.e.s ont décidé que des occupant.e.s participeraient à cette délégation. On en attendait pas forcément grand chose, mais certain.e.s d'entre nous trouvaient important de participer à cette délégation avec les autres composantes pour continuer ensemble, faire un pas vers elleux ; d'autres ne voulaient pas laisser les autres y aller sans nous ; d'autres, enfin, sont vraiment contre discuter avec l'État.

Une fois la décision prise, on a discuté de comment trouver des gens pour participer à la délégation. Après quelques discussions sur les enjeux, un groupe a proposé un processus de désignation, où des petits groupes mixtes proposaient une liste de personnes qu'elles trouvaient complémentaires pour représenter notre diversité et à qui elles feraient confiance. Faire une forme d'« élections » était un gros effort pour beaucoup d'entre nous, et le moment n'a pas été évident. Mais une diversité de la ZAD a joué le jeu, deux groupes affinitaires ont un peu triché en proposant des listes entre elleux ou en influençant la modération. Finalement les personnes qui sont le plus ressorties, qui n'avaient pas eu de veto et acceptaient sont devenues un groupe de 11 personnes qui suit la délégation et désigne délégué.e.s et suppléant.e.s pour les différents rendez-vous. Le résultat, c'est que les personnes qui y vont ont un mandat collectif, de l'assemblée des usages d'abord et des occupant.e.s, mais ne sont pas toutes très convaincu.e.s par la démarche : elles n'étaient pas candidat-e-s mais ont quand même fait de leur mieux pour respecter leur mandat.

Ce choix de participer à la délégation et de rencontrer la préf' a d'abord été fait assez largement, mais des occupant.e.s y étaient opposé.e.s depuis le début. La place prise par les discussions sur la délégation et ce qu'on y porte dans les assemblées d'occupant.e.s et la rapidité avec laquelle avançaient les décisions ont contribué à accroître les doutes sur la pertinence de ce choix.

La délégation inter-composantes a d'abord porté 3 grandes revendications : le refus des expulsions et les pistes pour une régularisation de tous les habitats ; le gel de l'attribution des terres pour donner le temps au mouvement de construire

1 *Lettre aux comités locaux, aux soutiens du mouvement, et à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le mouvement contre l'aéroport et son monde* (<https://zad.nadir.org/spip.php?article5028>)

Juste avant la première phase d'expulsions, l'assemblée des usages a envoyé une demande de convention d'occupation précaire (COP) collective qui aurait couvert toutes les terres et habitats de la ZAD au nom de l'« association pour un avenir commun dans le bocage » créée pour porter les décisions de l'assemblée. Après la première vague d'expulsions, la délégation a eu un rendez-vous le 18 avril où la préfète a refusé toute convention collective.

Le lendemain, l'AG des occupant.e.s a décidé de remplir les fiches en essayant de couvrir toute la ZAD². La condition pour le faire, c'était de signer tou.te.s ensemble ou pas du tout, que tous les projets soient liés entre eux, et que ça soit fait en parallèle aux résistances sur le terrain et aux mobilisations. Les fiches incluent des projets « agricoles, culturels ou artisanaux » y compris les habitats, mais seuls les projets agricoles ont été étudiés.

Le montage des fiches a été fait dans l'urgence, et les personnes qui n'étaient pas présentes à l'assemblée ont été appelées individuellement avec un très court délai pour décider. Une petite dizaine de lieux ou de collectifs ont choisi de ne pas déposer de fiches, pour des raisons qu'elles détaillent dans le texte « sans fiches »³.

Finalement, les démarches administratives ont pris pas mal de temps et d'énergie, alors qu'on a pas réussi à beaucoup s'organiser collectivement pour des actions.

Actions sur le terrain

À la fin de la première semaine d'expulsions, on a organisé une manifestation de réoccupation le dimanche 15 avril. Il y avait 5 à 10 000 personnes qui ont réussi à passer ou à éviter les contrôles de flics pour venir. L'idée était de reconstruire à Gourbi, mais il semblait impossible même d'y aller à cause d'une grosse présence policière : des gens ont été arrêtés et blessés autour de la forêt de Rohanne. Dans l'après-midi il y a eu un mouvement plus organisé pour passer avec une partie de la structure par les champs. On est pas arrivés jusqu'au Gourbi, mais le fait de pousser ensemble faisait un sentiment de succès et une force collective non-

2 Pour plus d'infos, lire *La stratégie d'autodéfense administrative* (<https://zad.nadir.org/spip.php?article5795>)

3 *Communiqué des sans fiches* (<https://zad.nadir.org/spip.php?article5684>)

défilé de blindés, de fourgons, etc, plus l'hélicoptère et la présence constante des drones. Les raisons données sont d'« assurer la libre circulation des routes », le « déblaiement » qui prendra des semaines, ou même de soi disant protéger ceux qui ont des projets des autres. Entre temps, ils surveillent, continuent d'arrêter et de blesser des gens, bloquent les axes et carrefours principaux ainsi que les chemins plus petits, ce qui rend nos vies quotidiennes et mise en cultures difficiles. Il y avait d'innombrables scènes insensées, où des tracteurs avec des remorques de fumier se retrouvent à faire 4 demi-tours parce que tous les accès sont bloqués ou encore des gendarmes qui coupent les clôtures des paysans historiques.

Il y avait pourtant des actes de résistance à cette occupation. Des barricades de tout et de rien, et des tranchées dans la route, tous les jours, dès que les gendarmes partaient. Des jeux, comme le défi de toucher un blindé à main nue, ou de se prendre en selfie devant. Des personnes ont réussi à continuer à vivre dans la zone à l'est de la D281 pendant des semaines, avant d'être découvertes et expulsées. La battucada qui allait jouer à côté du dispositif tous les jours. Il y avait aussi des petits groupes qui sont allés les embêter dans la forêt ou sur la route, et régulièrement des confrontations.

Pour ne pas laisser les personnes arrêtées ou condamnées lors des expulsions et après isolées, il y a eu plusieurs visites à la maison d'arrêt de Carquefou, notamment une appelée largement au niveau du mouvement. Même si c'était pas très divers au niveau des composantes ni même des groupes de la ZAD, il y avait une centaine de personnes pour mettre l'ambiance, avec des échanges, de la musique, un concert de rap improvisé et des feux d'artifices. Il n'y a pas eu d'arrestations ni de blessés et c'était un moment joyeux et motivant.

Fiches

Les fameuses « fiches » dont tout le monde parle sont des déclarations d'intention de projet agricole qui permettraient d'obtenir des Conventions d'Occupation Précaires (COP). Ce sont des contrats gratuits qui donnent très peu de droits et que l'État peut résilier en quelques jours. Il n'y avait aucune garantie de la part de l'État que les déclarations d'intention aboutissent à une COP.

une entité qui les gérerait à long terme et l'amnistie pour les personnes qui ont subi la répression durant les années de luttes. Les assemblées des usages ont pris position comme si le mouvement pouvait obtenir une réelle négociation avec l'État. La délégation a été reçue à deux reprises les 28 février et 20 mars à la préfecture, mais contrairement à ce qu'on demandait, il n'y a eu que des échanges de positions. La préfecture a bloqué sur tous les points (sauf le gel du foncier) et en particulier sur la gestion collective.

Conflits internes

Avec l'abandon du projet d'aéroport, la raison la plus évidente qui liait les personnes dans chaque groupe de la lutte comme les divers groupes entre eux n'existe plus. Les désaccords se révèlent et les conflits internes fleurissent. Par exemple sur la ZAD, certain.e.s sont prêt.e.s à accepter la légalisation pour rester à long terme ; d'autres acceptent de faire certains compromis qui pourraient être compatibles avec le collectif, tandis que d'autres tiennent avant tout à rester cohérentes et à ne pas se plier à un système qu'on combat, quitte à prendre le risque de se faire expulser dignement en restant pirates.

Dans les associations, certain.e.s veulent se battre pour l'avenir de la ZAD et que tout le monde puisse rester comme on l'avait travaillé ensemble avec les « 6 points pour l'avenir de la ZAD » tandis que d'autres rêveraient que maintenant qu'il n'y a plus de projet d'aéroport on s'arrête et que tout redevienne comme avant, avec quelques installations paysannes en plus. Le devenir même de certaines associations, créées pour lutter contre le projet d'aéroport est incertain.

Certain.e.s s'engueulent en privé, mais d'autres se fâchent avec leurs camarades de luttes en donnant des interviews se désolidarisant du reste du mouvement dans la presse ou en balançant leurs camarades sur Indymedia.

Parmi ceux qui veulent construire un avenir commun sur la ZAD, il y a aussi des conflits, sur la question du rapport au barricadage des routes par exemple. Le niveau de tension est tel que c'est difficile d'avancer ensemble – les AGs semblent bloquées et chacun rejette la faute sur l'autre.



Première vague d'expulsions

La première phase d'expulsions de 2018 a commencé le 9 avril, et le soir du jeudi 12 avril la préfecture a annoncé la fin de l'opération menée par les gendarmes. Entre les deux, plus de deux cents personnes blessées par les forces de l'ordre, à peu près soixante personnes arrêtées, et environ un tiers de la ZAD rasé.

Le matin du 9, il y avait déjà du soutien de l'extérieur sur place, surtout aux lieux d'accueil des Vieux Fourneaux (en face des Fosses Noires), de Lama Fâché, de la Wardine et de Bellevue. Presque toutes les cabanes à l'est de l'ancienne route des chicanes (D281) et au sud de la route des Fosses Noires ont été détruites pendant cette première semaine. Il n'y a pas eu beaucoup de présence à l'est de la D281, qui a été prise dès 3h du matin par les fics, rendant le passage difficile. Au centre de la zone il y avait beaucoup d'affrontements et de résistance physique.

L'expulsion et la destruction des Cent Noms ont attiré beaucoup d'attention et ont motivé plus des gens à se prononcer contre les expulsions, voire à venir sur place. Pour certaines personnes c'était plus choquant de voir les Cent Noms détruits parce que c'était inattendu et qu'elles avaient un projet d'élevage de moutons. Pour d'autres, c'était blessant de voir à quel point il y avait plus de réaction pour les Cent Noms, comme si les autres lieux de vie et jardins n'avaient pas autant d'importance.

Pendant cette semaine il y a eu des rassemblements et des actions de soutien partout en France et en Belgique, des rassemblements devant l'ambassade de France à Lisbonne, Tunis, Vienne, et Londres, ainsi que des actions au Chiapas, en Palestine, en Inde, au Québec, en Grèce, aux États-Unis et ailleurs.

Occupation militaire, répression et résistances

L'occupation militaire a commencé dès que la route était « ouverte », mais après la première vague d'expulsions et la déclaration de « trêve » par la préfète le soir du jeudi 12, c'est passé à un autre niveau de pression. Ils ont continué de détruire des cabanes – à la Mandragore, à l'Isolette, à la Noue et au Pimki notamment. L'intention semble être de mener une guerre psychologique, qui donne des images moins violentes, par une occupation quotidienne qui montre la force de l'État – un